Rapport sur les résultats ministériels 2020–2021

Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Le très honorable Justin Trudeau,
Premier ministre du Canada

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement
Rapport sur les résultats ministériels 2020–2021

Titre en anglais : Departmental Results Report 2020–21
Également disponible sur internet : https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/
Cat. Number: PS106-8F-PDF
ISSN : 2563-5182

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2021

Table des matières

Message du directeur général 1
Coup d'œil sur les résultats 3
Résultats : ce que nous avons accompli 5
Responsabilité essentielle 5
Services internes 8
Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines 11
Dépenses réelles 11
Ressources humaines réelles 13
Dépenses par crédit voté 13
Dépenses et activités du gouvernement du Canada 13
États financiers et faits saillants des états financiers 13
Renseignements ministériels 17
Profil organisationnel 17
Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons 17
Contexte opérationnel 17
Cadre de présentation de rapports 17
Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes 17
Tableaux de renseignements supplémentaires 17
Dépenses fiscales fédérales 18
Coordonnées de l'organisation 18
Annexe : définitions 19
Notes en fin d'ouvrage 23

Message du directeur général

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) a continué de connaître une croissance et une transformation considérables au cours de l'exercice 2020–2021, qui est la première année complète d'activité de l'organisme. Nous avons mis l'accent sur la transition efficace de l'OSSNR vers un organisme beaucoup plus grand exécutant un mandat plus vaste. Pour ce faire, nous avons embauché de nouveaux employés talentueux dans tous les secteurs d'activité afin d'appuyer notre mandat élargi. Nous avons également trouvé de nouveaux locaux temporaires dans un emplacement, afin de soutenir l'augmentation du nombre d'employés.

En 2020-2021, nous avons réévalué la façon dont nous exécutons notre mandat et élaboré des pratiques novatrices pour nous acquitter de nos principales responsabilités. Notre organisme a effectué une réforme majeure visant à améliorer la rapidité et l'accessibilité des enquêtes sur les plaintes. Cette réforme est le fruit de vastes consultations auprès des intervenants et orientera nos travaux dans ce domaine pendant les années à venir. De plus, nous avons peaufiné notre processus et notre méthodologie d'examen afin de promouvoir une plus grande uniformité entre les examens. Nos travaux ont également été appuyés par un nombre croissant de réseaux et de partenariats avec des universitaires et des organismes de la société civile canadiens et internationaux, ainsi que d'autres organismes d'examen.

Pendant la mise en œuvre de notre fonction d'examen, nous avons tiré parti de notre mandat plus vaste d'examiner un large éventail de ministères et d'organismes qui composent l'appareil de sécurité nationale et de renseignement du Canada, ce qui comprend plusieurs examens interministériels. En ce qui a trait à notre enquête sur les plaintes, nous avons surmonté les défis de direction d'enquêtes pendant la pandémie et avons traité et fermé plusieurs dossiers.

Nous nous engageons à tenir le public informé des résultats de nos examens, enquêtes et activités, tout en protégeant les renseignements délicats. Nous considérons qu'il s'agit d'un élément important du renforcement de la responsabilisation des ministères et organismes participant à des activités relatives à la sécurité nationale ou au renseignement. À cette fin, nous avons collaboré avec des ministères et des organismes pour publier des versions non classifiées de nos rapports. De plus, nous nous sommes engagés, dans un nouvel énoncé de politique, à déclassifier et à dépersonnaliser tous les rapports d'enquête sur les plaintes dans l'avenir. Nous espérons que ces initiatives favoriseront des discussions et des débats ouverts, et contribueront à faire progresser le dialogue portant sur les questions de sécurité nationale et de renseignement au Canada.

Je tiens à remercier le personnel de l'OSSNR de son dévouement et de son travail acharné au cours de la dernière année, ainsi que de son engagement à continuer de bâtir notre organisme.

John Davies
Directeur général
Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Coup d'œil sur les résultats

L'OSSNR a entrepris ses activités en 2019, à titre de nouvel organisme constituant un mécanisme de responsabilisation indépendant au Canada. Son vaste mandat d'examen et d'enquête s'applique aux activités de sécurité nationale et de renseignement menées par les ministères et les organismes faisant partie de l'ensemble du gouvernement fédéral. Les dépenses réelles totales de l'office en 2020–2021 s'élevaient à 12 251 375 dollars et le nombre de ses équivalents temps plein totaux réels s'élevait à 60.

La pandémie a obligé le personnel de l'OSSNR à travailler à distance, ce qui a limité son accès aux documents classifiés essentiels au travail de l'organisme. Afin d'apporter des rajustements, l'OSSNR a révisé ses plans d'examen et mis en œuvre des horaires rotatifs stricts pour permettre que l'accès limité aux bureaux pour le travail classifié soit maintenu de façon sécuritaire. Cela a permis à l'OSSNR de remplir ses obligations législatives et de respecter ses engagements envers les Canadiens. Malgré les restrictions, l'OSSNR a été en mesure d'examiner de plus près les activités relatives à la sécurité nationale et au renseignement menées au Canada.

Voici quelques-unes des réalisations de l'OSSNR en 2020–2021 :

Examen

Les travaux d'examen de l'OSSNR permettent de s'assurer que les ministres et les Canadiens sont informés si les activités de sécurité nationale et de renseignement menées par les institutions du gouvernement du Canada sont légitimes, raisonnables et nécessaires.

Au cours de l'exercice 2020–2021, l'OSSNR a effectué et approuvé neuf examens, dont sept étaient consacrés à l'examen des activités d'un ministère ou d'un organisme particulier et deux étaient des examens interministériels auxquels ont participé plus d'une douzaine de ministères et organismes. Cela a contribué à faire progresser l'étendue et la profondeur des connaissances et de l'expérience de l'OSSNR.

L'OSSNR a également élaboré un cadre d'examen qui intègre des experts juridiques et technologiques au processus d'examen dès le début et qui décrit un processus clair visant à favoriser l'uniformité entre les domaines spécialisés.

Enquêtes sur les plaintes

L'OSSNR enquête de façon indépendante sur les plaintes relatives à la sécurité nationale formulées par des membres du public et vise à le faire rapidement.

Au cours de l'exercice 2020–2021, l'OSSNR a mené deux enquêtes et publié deux rapports finaux. Il a également publié des décisions officielles concernant la fermeture de deux autres dossiers.

En 2020-2021, l'OSSNR a aussi entrepris une réforme majeure et une modernisation de son processus d'enquête sur les plaintes. Deux priorités ont orienté cette entreprise, notamment

promouvoir l'accès à la justice pour les plaignants qui se représentent eux-mêmes et de mettre en place des étapes procédurales plus rationalisées et moins formelles.

Établissement de rapports et transparence

L'OSSNR informe les ministres et les Canadiens des résultats de ses travaux en publiant des rapports. En plus des rapports annuels exigés par la loi, l'OSSNR a commencé à publier des versions caviardées de ses examens en ligne, en commençant par un examen du Centre de la sécurité des télécommunications. L'OSSNR a également publié des dizaines d'examens historiques caviardés de son prédécesseur, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.

Enfin, l'OSSNR a publié, en 2020–2021, un énoncé de politique qui l'engage à publier des rapports d'enquête caviardés et dépersonnalisés afin de promouvoir et de rehausser la transparence de ses enquêtes.

Pour en savoir davantage au sujet des plans et des priorités de l'OSSNR et des résultats obtenus par celui-ci, consultez la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Résultats : ce que nous avons accompli

Responsabilité essentielle

Aider l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Description :

Le Secrétariat aidera les membres de l'OSSNR à s'acquitter du mandat de l'Office. Il réalisera une série d'activités pour appuyer l'Office, y compris en accédant à des renseignements pertinents et en donnant des conseils stratégiques et spécialisés sur la conduite des examens, la tenue d'enquêtes quasi judiciaires sur les plaintes et l'élaboration de rapports. Enfin, il apportera un soutien administratif pour l'organisation de séances d'information, d'audiences et de consultations avec des intervenants et des homologues internationaux, ainsi que pour le respect des exigences de sécurité.

Résultats :

L'OSSNR mettra en place son nouveau Cadre ministériel des résultats dès 2021–2022.

L'OSSNR a accompli beaucoup de choses au cours de sa première année complète d'activité, car il a franchi des jalons dans l'examen des activités de sécurité nationale et de renseignement, ainsi que dans l'enquête sur les plaintes liées à la sécurité nationale.

Examen des activités de sécurité nationale et de renseignement et sensibilisation

L'OSSNR a effectué neuf examens au cours de l'exercice 2020-2021. Sept de ces examens visaient principalement un ministère ou un organisme, tandis que deux étaient de nature interministérielle. Parmi les organismes dont les activités ont fait l'objet d'examens précis, mentionnons les suivants :

- Service canadien du renseignement de sécurité - Deux examens
- Centre de la sécurité des télécommunications - Trois examens
- Ministère de la Défense nationale/Forces armées canadiennes - Un examen
- Affaires mondiales Canada – Un examen

Les deux examens de nature interministérielle étaient l'examen annuel des divulgations en vertu de la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada* et l'examen annuel de la mise en œuvre des directives émises en vertu de la *Loi visant à éviter la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères*.

Huit des examens de l'OSSNR ont donné lieu à des recommandations aux ministres sur des questions liées à la conformité et à la gouvernance. Un des examens n'a donné lieu à aucune recommandation, mais a plutôt établi des critères à utiliser dans les évaluations futures. Grâce aux examens non classifiés et rendus publics[i] et à ses rapports annuels, l'OSSNR contribue à rehausser la confiance des Canadiens à l'égard de l'examen indépendant des activités relatives à la sécurité nationale et au renseignement menées par les institutions du gouvernement du Canada.

Au cours de la période visée par le rapport, l'OSSNR a élaboré un cadre d'examen visant à promouvoir la grande qualité et la rigueur de son travail et à assurer l'uniformité dans la façon dont il effectue les examens. Ce cadre donne une orientation systématique au processus et à l'approche de l'OSNR, et intègre l'expertise juridique et technologique aux examens dès le départ. Au cours de la prochaine année, l'OSSNR continuera de peaufiner et d'améliorer son processus d'examen afin de produire les examens les plus cohérents, les plus objectifs et les plus rigoureux qui soient.

Au cours de la dernière année, l'OSSNR a également mis l'accent sur l'amélioration de l'expertise du personnel dans le contexte opérationnel de la sécurité nationale, y compris les instruments juridiques et stratégiques pertinents, et sur l'acquisition de connaissances au moyen d'un apprentissage itératif. À cette fin, l'OSSNR élabore un programme de formation structuré à l'intention des analystes chargés de l'examen de l'organisme, en mettant l'accent sur des principes méthodologiques efficaces et objectifs et en établissant des réseaux spécialisés.

Enquête sur les plaintes liées à la sécurité nationale

La pandémie a eu un impact négatif sur la tenue rapide des enquêtes de l'OSSNR. Tant l'OSSNR que les autres parties du gouvernement fédéral participant aux enquêtes ont été retardés par un accès limité aux documents classifiés. Par conséquent, dans plusieurs affaires en cours, l'OSSNR a accordé des ajournements et des prolongations de délais pour les étapes procédurales, y compris le dépôt d'observations et de preuves. Dans les circonstances difficultés de la pandémie l'OSSNR s'est adaptée et a mis en place des procédures d'enquête avancées de manière novatrice, dans la mesure du possible, comme la tenue de certaines procédures par écrit et la tenue de conférences et de réunions de gestion de cas en mode virtuel.

Au cours de l'exercice 2020–2021, l'OSSNR a mené deux enquêtes et publié deux rapports finaux. Il a également publié des décisions officielles concernant la fermeture de deux autres dossiers. Les ministres, les plaignants et le public ont été informés des conclusions des enquêtes sur des plaintes liées à la sécurité nationale.

Pendant l'année, l'OSSNR a entrepris une réforme majeure et une modernisation de son processus d'enquête sur les plaintes. Deux priorités ont orienté ce processus de modernisation, notamment promouvoir l'accès à la justice pour les plaignants qui se représentent eux-mêmes et de mettre en place des étapes procédurales plus rationalisées et moins formelles. Dans le cadre de ce processus de réforme, l'OSSNR a créé de nouvelles *règles de procédure*[ii] en menant un vaste exercice de consultation auprès des intervenants des secteurs public et privé, afin d'assurer la création du produit final le plus efficace et le plus censé.

Enfin, l'OSSNR a publié, en 2020–2021, un énoncé de politique qui s'engage à publier des rapports d'enquête caviardés et dépersonnalisés afin de promouvoir et de rehausser la transparence de ses enquêtes.

Analyse comparative entre les sexes plus

Cette année, l'OSSNR a nommé un champion de l'équité en matière d'emploi, de la diversité et de l'inclusion. Le champion s'est affairé à créer une culture d'inclusion en tenant des discussions avec le personnel sur la lutte contre le racisme et les thèmes liés à la diversité.

Dans les enquêtes sur les plaintes, l'OSSNR a suivi un processus bien documenté dans toutes les affaires afin d'assurer à tous les plaignants un accès égal à la justice. Il a entrepris d'étudier la façon d'analyser systématiquement les données sur les plaintes des années précédentes pour examiner les tendances démographiques, y compris la race. À cet égard, il collabore avec un autre organisme d'examen pour mettre à profit l'expertise universitaire pertinente qui aidera l'organisme à recueillir le bon type de données dans le cadre d'enquêtes futures sur les plaintes, pour faciliter cette analyse. L'objectif est d'obtenir des renseignements sur les collectivités les plus touchées par les activités relatives à la sécurité nationale, ce qui peut aider l'OSSNR à orienter ses priorités de sensibilisation et de mobilisation.

Le programme d'examens planifiés et permanents de l'OSSNR tient également compte du risque que les activités de sécurité nationale et de renseignement créent des résultats inégaux pour les groupes des minorités visibles. Les examens permanents des pratiques de ciblage de l'Agence des services frontaliers du Canada, ainsi que de l'utilisation de la biométrie dans le contexte de la sécurité nationale et du renseignement, visent particulièrement à comprendre les répercussions de ces activités sur diverses collectivités.

L'OSSNR a continué d'embaucher un groupe diversifié d'employés possédant une combinaison d'expérience et de compétences pour remplir son mandat unique. Dans le cadre de ses pratiques d'embauche, l'OSSNR a procédé à la présélection et à des tests de curriculum vitæ à l'aveugle. L'OSSNR ne compte que six postes de direction, dont deux sont classifiés dans le groupe des gestionnaires du droit (GD). Depuis le 1er avril 2020, cinq postes ont été dotés, dont 60 % des personnes nommées se sont déclarées membres d'un groupe désigné aux fins de l'équité en matière d'emploi. De plus, quatre postes de gestion (p. ex. EC-07, FI-04, etc.) ont été dotés en 2020–2021, tous par des membres d'un groupe désigné aux fins de l'équité en matière d'emploi.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2020–2021	Dépenses prévues 2020–2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020–2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020–2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020–2021
11 309 411	11 309 411	10 904 766	5 607 796	(5 701 615)

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de l'exercice 2020–2021 est surtout attribuable à la pandémie. Des retards dans la dotation a causé une réduction des salaires, des avantages sociaux et d'autres coûts de soutien aux employés, comme la formation. Les dépenses moins élevées que prévu s'expliquent également par des activités de services professionnels, des

déplacements, des services de traduction et d'autres soutiens directs moins intenses que prévu initialement.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020–2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020–2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020–2021
48	38	(10)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de l'OSSNR sont accessibles dans l'InfoBase du GC[iii].

Services internes

Description

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les Services internes désignent les activités et les ressources des 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des Services internes du ministère. Les 10 catégories de services sont :

- services de gestion des acquisitions;
- services de communication;
- services de gestion des finances;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion de l'information;
- services des technologies de l'information;
- services juridiques;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion et de surveillance;
- services de gestion des biens.

Résultats

Dans le but de protéger la santé et la sécurité de ses employés, l'OSSNR a réaffecté un nombre important de ressources à la mise en œuvre de mesures de sécurité au bureau et à l'introduction de capacités de travail à distance pour réagir à la pandémie de COVID-19.

Au cours de sa première année complète d'activité, l'OSSNR a terminé la dotation de toutes ses fonctions clés de Services internes, a mis en place des systèmes clés de ressources financières et humaines, a amorcé le rapatriement de fonctions auparavant exécutées par d'autres ministères et a mis en place plusieurs politiques et pratiques qui lui permettront d'accomplir son travail.

Par exemple, l'OSSNR a pris des mesures pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de gestion des ressources humaines, des modalités d'emploi, et des directives et des pratiques visant l'intégration et le perfectionnement de nouveaux talents. L'OSSNR a pris des mesures concrètes pour assurer le mieux-être des employés en ces temps difficiles.

L'OSSNR a lancé plusieurs initiatives pour renforcer ses mesures de sécurité physique et du personnel, améliorer ses pratiques de gestion de l'information et intégrer de nouvelles technologies visant à soutenir les capacités de travail à distance et le travail à partir du bureau, au moyen de vidéoconférences protégées.

Enfin, l'OSSNR a collaboré avec Services publics et Approvisionnement Canada afin d'établir et d'amorcer la mise en œuvre de projets d'aménagement et d'agrandissement des locaux à bureaux pour tenir compte de la croissance de son personnel. À cet égard, des progrès importants ont été réalisés grâce à la mise en évidence, à la conception et au lancement de plusieurs projets de construction.

Bien qu'il lui reste beaucoup à faire après sa première année complète d'activité, l'OSSNR est convaincu qu'il a mis en place une solide assise de Services internes, sur laquelle il pourra compter pour aider ses employés à réussir et à connaître du succès.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2020–2021	Dépenses prévues 2020–2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020–2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) * 2020–2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020–2021
12 975 559	12 975 559	12 649 138	6 643 579	(6 331 980)

L'écart de 6,3 millions de dollars entre les dépenses prévues et les dépenses réelles s'explique principalement par les répercussions de la pandémie sur la capacité de l'OSSNR de progresser dans les plans d'aménagement et d'agrandissement de ses installations, ainsi que par ses dépenses prévues dans l'infrastructure et les systèmes de Services internes.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

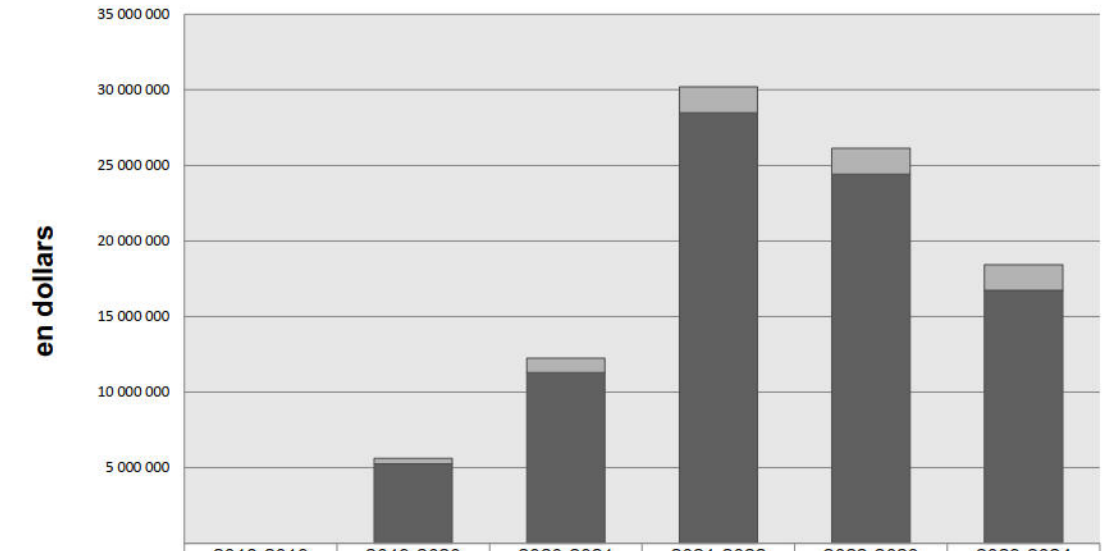
Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020–2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020–2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020–2021
22	22	0

Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

Dépenses réelles

Graphique des tendances relatives aux dépenses du Ministère

Le graphique qui suit présente les dépenses prévues (votées et obligatoires) au fil du temps.



	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Postes législatifs		371 057	962 186	1 704 632	1 704 632	1 704 632
Crédits votés		5 254 250	11 289 189	28 490 287	24 423 008	16 731 355
Total		5 625 307	12 251 375	30 194 919	26 127 640	18 435 987

Note : L'OSSNR n'existait pas en 2018–2019. Les chiffres de 2019–2020 combinent les dépenses de l'OSSNR et du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, puisque l'OSSNR a pris en charge la dotation en personnel et le financement de cette organisation en juillet de cet exercice.

Le graphique montre les tendances des dépenses de l'OSSNR sur une période de six ans, soit de 2018–2019 à 2023–2024. Les exercices 2018–2019 à 2020–2021 montrent les dépenses réelles, soit celles déclarées dans les Comptes publics. Les exercices 2021–2022 à 2023–2024 montrent les dépenses prévues.

L'augmentation des dépenses de 2019–2020 à 2020–2021 s'explique principalement par le coût des ressources humaines supplémentaires embauchées par l'OSSNR au cours de cette période, par une augmentation des coûts des services professionnels et par le début de l'aménagement et de l'agrandissement des installations.

L'écart global entre les dépenses réelles engagées en 2020–2021 et les dépenses prévues en 2021–2022 s'explique par des dépenses moins élevées que prévu pour la masse salariale et l'aménagement et l'agrandissement des installations en 2020–2021, en raison de la pandémie. Il

est également attribuable à un report ponctuel des autorisations de dépenser en 2021–2022 et en 2022–2023 pour tenir compte des retards d'aménagement et d'agrandissement des locaux.

L'écart entre les sommets des autorisations de dépenser en 2021–2022 et 2022–2023 avec le nivellement des autorisations en 2023–2024 est attribuable à l'achèvement prévu de l'aménagement et de l'agrandissement des installations au cours des deux premiers exercices.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et Services internes	Budget principal des dépenses 2020–2021	Dépenses prévues 2020–2021	Dépenses prévues 2021–2022	Dépenses prévues 2022–2023	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020–2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2018–2019	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019–2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020–2021
Aider l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	11 309 411	11 309 411	12 047 835	10 740 923	10 904 766	–	3 009 066	5 607 796
Sous total	11 309 411	11 309 411	12 047 835	10 740 923	10 904 766	–	3 009 066	5 607 796
Services internes	12 975 559	12 975 559	18 147 084	15 386 717	12 649 138	–	2 616 241	6 643 579
Total	**24 284 970**	**24 284 970**	**30 194 919**	**26 127 640**	**23 553 904**	–	**5 625 307**	**12 251 375**

Ressources humaines réelles

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les Services internes

Responsabilités essentielles et Services internes	2018–2019 Équivalents temps plein réels	2019–2020 Équivalents temps plein réels	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020–2021	Équivalents temps plein réels 2020–2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021–2022	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022–2023
Aider l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	0	18	48	38	69	69
Services internes	0	11	22	22	31	31
Total	0	29	70	60	100	100

En 2020–2021, le nombre total d'équivalents temps plein est passé de 29 à 60. L'OSSNR s'emploie a à disposer d'un effectif complet d'ici la fin de l'exercice 2021-–022.

Dépenses par crédit voté

Pour de plus amples renseignements sur les dépenses organisationnelles votées et législatives de l'OSSNR, consultez les Comptes publics du Canada 2020 2021.[iv]

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de l'OSSNR avec les activités et dépenses du gouvernement du Canada sont accessibles dans l'InfoBase du GC.[v]

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non audités) de l'OSSNR pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 se trouvent sur le site Web de l'OSSNR.[vi]

Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus* 2020–2021	Résultats réels 2020–2021	Résultats réels 2019–2020	Écart (résultats réels de 2020–2021 moins résultats prévus de 2020–2021)	Écart (résultats réels de 2020–2021 moins résultats réels de 2019–2020)
Total des charges	25 780 059	11 662 601	6 330 487	(14 117 458)	5 332 114
Total des revenus	248	0	0	(248)	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	25 779 881	11 662 601	6 330 487	(14 117 210)	5 332 114

Écart entre les résultats réels en 2019–2020 et les résultats réels en 2020–2021 :

Le coût de fonctionnement net réel de l'organisme avant le financement et le transfert gouvernementaux pour 2020–2021, par rapport à 2019–2020, a augmenté de 5 332 114 dollars, puisque les chiffres comparables de 2019–2020 présentés dans l'état des résultats se rapportaient à une année d'exploitation partielle.

Écart entre les résultats réels en 2020–2021 et les résultats prévus pour 2020–2021 :

Le coût de fonctionnement net réel de l'organisme associé aux activités permanentes a été inférieur de 14 117 210 dollars aux résultats prévus pour l'exercice en raison de l'impact important que la pandémie de COVID-19 a eu sur la capacité de l'OSSNR d'assurer la croissance de son organisation comme prévu.

État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2021 (en dollars)

Renseignements financiers	2020–2021	2019–2020	Écart (2020–2021 moins 2019–2020)
Total des passifs nets	2 050 302	2 029 928	20 374
Total des actifs financiers nets	1 577 964	1 627 351	(49 387)
Dette nette du Ministère	472 338	402 577	69 761
Total des actifs non financiers	2 240 138	1 075 318	1 164 820
Situation financière nette du Ministère	1 767 800	672 741	1 095 059

En 2020–2021, le passif net du Ministère a augmenté de 20 374 dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation des avantages sociaux futurs.

Le total des actifs financiers et non financiers nets s'est établi à 3 818 102 dollars, en hausse de 1 115 433 dollars par rapport à 2019–2020. Cette augmentation est attribuable à une augmentation des immobilisations corporelles et des débiteurs d'autres ministères.

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Administrateur général : John Davies, directeur général

Portefeuille ministériel : Bureau du Conseil privé

Instrument habilitant : *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement*[vii]

Année d'incorporation ou de création : 2019

Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons

« Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités » (voir le site Web de l'OSSNR[viii]).

Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont accessibles sur le site Web de l'OSSNR.[ix]

Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats de l'OSSNR, ainsi que les résultats et indicateurs connexes, était en cours d'élaboration en 2020-2021. Des renseignements supplémentaires sur les principales mesures du rendement figureront dans le Plan ministériel 2021–2022.

Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de l'OSSNR sont accessibles dans l'InfoBase du GC.[x]

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de l'OSSNR [xi]:

- Analyse comparative entre les sexes plus

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépense fiscales fédérales.[xii] Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes, ainsi qu'aux évaluations et à l'ACS Plus reliées aux dépenses fiscales.

Coordonnées de l'organisation

Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement[xiii]
C.P. 2430, succursale D
Ottawa (Ontario) K1P 5W5

Le numéro de téléphone est temporairement désactivé.

Le numéro de télécopieur est temporairement désactivé.

Courriel : info@nsira-ossnr.gc.ca

Site Web : https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/

Annexe : définitions

crédit *(appropriation)*

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires *(budgetary expenditures)*

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

responsabilité essentielle *(core responsibility)*

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

plan ministériel *(Departmental Plan)*

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle *(departmental priority)*

Plan ou projet qu'un ministère a choisi de cibler et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation des résultats ministériels souhaités.

résultat ministériel *(departmental result)*

Une conséquence ou un résultat qu'un ministère cherche à atteindre. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

Indicateur de résultat ministériel *(departmental result indicator)*

Une mesure quantitative du progrès réalisé par rapport à un résultat ministériel.

cadre ministériel des résultats *(departmental results framework)*

Un cadre qui relie les responsabilités essentielles du ministère à ses résultats ministériels et à ses indicateurs de résultats ministériels.

rapport sur les résultats ministériels *(Departmental Results Report)*

Rapport d'un ministère qui présente les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

expérimentation *(experimentation)*

La tenue d'activités visant à étudier, à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'étayer la prise de décisions fondée sur des éléments probants, et à améliorer les résultats pour les Canadiens en apprenant ce qui fonctionne, pour qui et dans quelles circonstances. L'expérimentation est liée à l'innovation (l'essai de nouvelles approches), mais en est différente, car elle comporte une comparaison rigoureuse des résultats. À titre d'exemple, le fait d'utiliser un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiens peut être un cas d'innovation; le fait de conduire des essais systématiques du nouveau site Web par rapport aux outils existants de sensibilisation ou un ancien site Web pour voir celui qui permet une mobilisation plus efficace est une expérimentation.

équivalent temps plein *(full-time equivalent)*

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, le nombre d'équivalents temps plein représente le rapport entre le nombre d'heures travaillées par une personne, divisé par le nombre d'heures normales prévues dans sa convention collective.

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) *(gender-based analysis plus [GBA Plus])*

Processus analytique utilisé pour évaluer l'effet des politiques, des programmes et des services sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes allosexuelles en fonction de multiples facteurs, notamment la race, l'ethnie, la religion, l'âge et l'incapacité physique ou mentale.

priorités pangouvernementales *(government-wide priorities)*

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2020-2021, les thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2019 (c'est-à-dire lutter contre les changements climatiques, renforcer la classe moyenne, parcourir le chemin de la réconciliation, assurer la santé et la sécurité des Canadiens et placer le Canada en position favorable pour assurer sa réussite dans un monde incertain.

initiative horizontale *(horizontal initiative)*

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

dépenses non budgétaires *(non-budgetary expenditures)*

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

rendement *(performance)*

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

indicateur de rendement *(performance indicator)*

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

production de rapports sur le rendement *(performance reporting)*

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

plan *(plan)*

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

dépenses prévues *(planned spending)*

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

programme *(program)*

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

répertoire des programmes *(program Inventory)*

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

résultat *(result)*

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique,

d’un programme ou d’une initiative unique, mais ils s’inscrivent dans la sphère d’influence de l’organisation.

dépenses législatives *(statutory expenditures)*

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l’adoption d’une loi autre qu’une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

cible *(target)*

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu’une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

dépenses votées *(voted expenditures)*

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Notes en fin d'ouvrage

[i] Site Web OSSNR, « Nos Examen » https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/reviews
[ii] Règles de procédure de l'Office de surveillance des activités en matières de sécurité nationale et de renseignement, https://www.nsira-ossnr.gc.ca/wp-content/uploads/2021/07/Regles-de-procedure_Nouveau-modele-29-juin-2021.pdf
[iii] InfoBase du GC, https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html
[iv] Comptes publics du Canada, https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html
[v] InfoBase du GC, https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start
[vi] Site Web de l'OSSNR, « Publication », https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/publications
[vii] *Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement*, https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-16.62/page-1.html
[viii] Site Web de l'OSSNR, page d'accueil https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/
[ix] Site Web de l'OSSNR, page d'accueil https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/
[x] InfoBase du GC, https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start
[xi] Site Web de l'OSSNR, « Publication », https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/publications
[xii] Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html
[xiii] Site Web de l'OSSNR, page d'accueil https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/